

AKTUELL

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

DP et CSV misent sur le « six »

Fabien Grasser

La campagne pour les législatives a officiellement débuté samedi 2 septembre. Depuis, les affiches fleurissent dans les rues et chaque parti essaie d'attirer l'attention médiatique. À droite de l'échiquier, Luc Frieden (CSV) et Xavier Bettel (DP) ont présenté leurs campagnes. Le style diffère, le fond moins.

Six affiches pour six slogans au CSV. Six affiches pour six slogans au DP. Si elles ne convergent pas sur tout, les campagnes électorales des deux grands partis de droite ont déjà cela en commun. Les libéraux placent la leur sous le slogan général de « No bei dir ». Les chrétiens-sociaux misent, pour leur part, sur « Zäit fir eng Nei Politik ». Et au CSV, la nouveauté est incarnée par Luc Frieden qui, à défaut d'être novice, veut convaincre qu'il a changé. Qu'il n'est plus celui qui avait claqué la porte de la Chambre des députés il y a dix ans, quand le CSV était envoyé dans l'opposition. Qu'il n'est plus cette personnalité politique réputée rigide, parfois arrogante, véhiculant l'image d'un « père la rigueur ».

C'est donc ce Luc Frieden relooké qui dévoile la campagne électorale du CSV aux médias, le vendredi 1er septembre, au siège du parti, à Luxembourg. Sans cravate, mais en costume et chemise bleue, il se livre à un stand-up qu'il veut détendu et pédagogique. Il présente les six priorités de son parti, en insistant sur le mot « nei », car il est, selon lui, temps de changer de politique, la coalition « Gambia » se consumant dans ses propres désaccords. Il y a d'abord la crise du logement, qu'il entend résoudre par la simplification administrative ou la fin des compensations environnementales dans les périmètres constructibles. Il veut surtout construire plus densément et plus haut. Soit à peu de chose près ce que le CSV proposait il y a 15 ans, quand la crise du logement devenait déjà une évidence. Luc Frieden promet plus de pouvoir d'achat, avec notamment une baisse de la fiscalité. Dans un clair marqueur de droite, il exclut un impôt sur la fortune. Dans une élection qui se joue avant tout au centre, le Spëtzekandidat du CSV affirme son attachement à l'index – mais comment dire le contraire à cinq semaines du scrutin ? Constatant qu'on lui reproche parfois de « parler trop d'économie », il juge « qu'il ne s'agit pas d'un mot tabou, car sans économie on

ne vit pas ». « On a besoin d'une croissance non destructrice, inclusive et durable », dit-il en rappelant à maintes reprises son expérience à la tête de la Chambre de commerce ces dernières années.

Notamment mis en avant sur les affiches électorales, Luc Frieden assume cette personnification et se voit en « capitaine qui indique la direction ». Au petit jeu des projections, il se dit prêt à entrer en coalition avec les « trois partis du centre » (DP, LSAP et Déi Gréng), mais il exclut les extrêmes, renvoyant dos à dos ADR et Déi Lénk dans un amalgame pour le moins douteux. Il rejette aussi les pirates, dont il affirme ne pas comprendre les objectifs.

« Personne n'a le monopole du social »

Ambiance un brin plus solennelle ce mercredi 6 septembre sur la terrasse surplombante du restaurant L'Hêtre beim Musée, à Luxembourg, où le DP opte pour une présentation open-air de sa campagne. Pupitre et cravate pour Xavier Bettel qui décline, lui aussi, six priorités sur des affiches mettant en scène non pas le Spëtzekandidat, mais des gens ordinaires symbolisant le slogan « No bei dir ». Estimant s'appuyer sur un bilan positif – « on s'en est bien sorti face aux crises » –, le premier ministre se veut tourner vers l'avenir. Sur un ton offensif et parfois moralisateur, il fustige, sans les nommer, celles et ceux qui « veulent revenir sur les libertés acquises ces dix dernières années », les « y-a-qu'à », « les irréalistes et irresponsables » et affirme que « personne n'a le monopole du social ». Il mettra en œuvre la réforme fiscale qu'il n'a pas réalisée ces dix dernières années et, promis juré, ce sera même la première de ses priorités. Il est bien sûr pour le maintien de l'index, garant de la paix sociale. Se voulant homme du milieu, il récuse l'opposition entre salarié-es et entreprises : « Si les entreprises fonctionnent bien, ça profite aux citoyens, et quand les citoyens sont satisfaits, ça profite aux entreprises. » Favorable à une flexibilisation du temps de travail, il n'est pas opposé à sa réduction, à condition que cela ne vienne pas d'en haut, mais que ce soit négocié dans chaque entreprise. « Le DP est un parti libéral », martèle-t-il. À l'intention, sans doute, de ceux qui l'auraient oublié...

SHORT NEWS

Schluss mit Missbrauch in der Kultur

(is) – Im November 2022 fand eine erste Konferenz zu Machtmissbrauch in der Luxemburger Bühnenkunst (woxx 1710) statt, jetzt folgen den Worten Taten: Am Mittwoch lancierten das Chorgeographiezentrum Trois C-L, das Kulturzentrum Neimënster, die Theater Federatioun und die Association luxembourgeoise des professionnels du spectacle vivant (Aspro) die Plattform unmute.lu. Auf der Website sind ab sofort Informationen zum Thema und den Veranstaltungen der Arbeitsgruppe sowie Anlaufstellen für Betroffene zu finden – darunter die Website violence.lu des Ministeriums für Gleichstellung von Frauen und Männern, die Mobbing asbl oder Umedo. An letztere können sich erwachsene Gewaltopfer zur gerichtsverwertbaren Dokumentation ihrer Verletzungen wenden. Unter dem Reiter „Nützliche Links“ sind Strukturen aus dem Ausland wie die Themis Vertrauensstelle in Deutschland oder der Syndicat français des artistes interprètes aus Frankreich verzeichnet. Über die Mailadresse contact@unmute.lu kann die Initiative kontaktiert werden, bei Bedarf auch anonym. Juristische Kompetenzen hat sie jedoch nicht: Sie kann keine Klage entgegennehmen oder diese an Autoritäten weiterreichen. Bernard Baumgarten, Leiter des Trois C-L, hofft im Gespräch mit der woxx darauf, dass sich sowohl das Justiz- als auch das Kulturministerium mit der Problematik befassen und spezifische Lösungen zum Schutz freischaffender Künstler*innen ausarbeiten. Die Initiative will regelmäßig Konferenzen und Bestandsaufnahmen durchführen sowie Akteur*innen vernetzen, auch im Hinblick auf die langfristige Entstehung sicherer Orte für Angestellte aus dem Sektor. „Wir lassen nicht locker“, verspricht Baumgarten.

Geld für den Wald

(ja) – Die Privatwaldbesitzer*innen schlug diesen Montag Alarm: Der Zustand des Luxemburger Waldes, beinahe zur Hälfte in privater Hand, sei besorgniserregend. Vor allem die Klimakrise mit Hitze und Dürre schadet den Wäldern zunehmend. Noch sei es aber möglich, den Wald auf die neuen klimatischen Bedingungen anzupassen. Gezielt sollten Baumarten gefördert werden, die mit Trockenheit besser umgehen können, als die dominante Buche, etwa die Traubeneiche, die Linde, die Wildkirsche und der Spitzahorn. Der Verein „Lëtzebuurger Privatbësch“ hat die Kosten für den privaten Waldschutz ausgerechnet: Für Pflanzungen neuer Bäume und Schutzmaßnahmen vor Wildverbiss seien in den nächsten zehn Jahren 750 Millionen Euro vonnöten. In die gleiche Kerbe schlug vergangenen Freitag „Natur an Ëmwelt“: Der Klimawandel habe „unseren allseits geliebten Wald fest im Würgegriff“, so die Umwelt-NGO. Auch sie will mit einer Mischung wärmeliebender Baumarten den Wald an die neue Trockenheit anpassen. Anders als die Privatwaldbesitzer*innen, die auf finanzielle Hilfe der neuen Regierung hoffen, bittet die NGO private Unternehmen darum, ihr bei der Aufforstung der Flächen der Stiftung „Hëllef fir d'Natur“ mit Spenden unter die Arme zu greifen.

EU Rat: Genveränderte Pflanzen auf der Tagesordnung

(mes) – Begleitet vom Protest tausender spanischer Landwirt*innen trafen sich die EU-Agrarminister*innen am vergangenen Dienstag in der südlichen Stadt Córdoba. Auf der Tagesordnung stand ein im Juli vorgestellter Vorschlag der EU Kommission zur Regulierung neuer gentechnischer Methoden (NGTs) und deren Auswirkungen auf eine nachhaltigere Landwirtschaft. NGTs sollen eine gezieltere Veränderung des Genoms von Pflanzen ermöglichen. Biotechnologie-Konzerne versprechen, dass es möglich sein wird, Sorten zu entwickeln, die gegenüber Dürren und Schädlingen resistent sind. Eine Verpflichtung, die neuen genetisch veränderten Lebensmittel als solche zu kennzeichnen, sieht der neue Rechtsrahmen für die NGTs nicht vor. Zudem müssten Landwirt*innen finanzielle Mittel zur Verfügung gestellt werden, um in solch innovative Technologien investieren zu können, so der Rat. Jedoch sind NGTs nicht frei von Kritik: Die europäischen Grünen warnten schon im Juli vor Folgen wie resistenten Unkräutern und einer geringeren Vielfalt an Pflanzensorten. „Neue genetische Techniken werden unterstützt, aber mit einem verantwortungsvollen Ansatz“, sagte dagegen der EU-Kommissar für Landwirtschaft Janusz Wojciechowski während des Treffens. Auch, um die Lebensmittelversorgung zu sichern – eine der Prioritäten der spanischen Präsidentschaft während ihrer sechsmonatigen Amtszeit. In Luxemburg beziehen in ihrem Wahlprogramm nur „Déi Gréng“ klare Stellung gegen den Anbau von mit neuen Gentechnikverfahren entwickelter Pflanzen.